

Index de la chronique de jurisprudence. Liste des arrêts

Volume 14, numéro 4, 1973

URI : <https://id.erudit.org/iderudit/041800ar>

DOI : <https://doi.org/10.7202/041800ar>

[Aller au sommaire du numéro](#)

Éditeur(s)

Faculté de droit de l'Université Laval

ISSN

0007-974X (imprimé)

1918-8218 (numérique)

[Découvrir la revue](#)

Citer ce document

(1973). Index de la chronique de jurisprudence. Liste des arrêts. *Les Cahiers de droit*, 14 (4), 717–718. <https://doi.org/10.7202/041800ar>

Index de la chronique de législation

	Page
Projet de loi 78 (loi concernant le louage de choses)	
Projet de loi 79 (loi du tribunal des loyers)	111
	Thérèse R. HOULE

Index des jugements inédits

	Page
<i>Dame Denise Morin v. Pierre Paul Gagnon</i> S.C. Québec, n° 4515-D, le 29 janvier 1973, juge Eugène Marquis (Droit familial), la reconnaissance de la valeur économique du travail de la femme au foyer	141
<i>François Langlois v. Le recteur et les membres de l'Université Laval, M^e Hubert Reid et Paul-André Laberge</i> C.A. Québec, n° 9168, juges Rinfret, Lajoie, Gagnon (Injonction), la Cour supérieure n'a pas juridiction pour forcer l'Université Laval à accepter un étudiant qui ne s'est pas conformé à ses règlements	131
<i>Jean-Guy Larouche, demandeur v. Bertrand Larente, La Corporation municipale du village de Templeton et le Procureur général de la Province de Québec, défendeurs.</i> Cour supérieure, Hull, n° 12, 118, Jugement du 14 août 1972, juge Paul Ste-Marie.	699
<i>Louis Lazanik et Peter Lazanik, demandeurs, v. Ford Motor Co. of Canada et Latimer Motors Ltd., défenderesses, et Traders Finance Corporation Ltd., mis-en-cause</i> C.S. Montréal, n° 623504, juge en chef adjoint Georges S. Challies	529

Index de la chronique de jurisprudence

Liste des arrêts

	Page		Page
<i>Charter Credit Corporation v. Karlis Realities Inc. et Trust général du Ca- nada</i> [1973] C.S. 771	562	<i>Jean-Guy Larouche, demandeur v. Bertrand Larente, la Corporation mu- nicipale du village de Templeton et le procureur général de la province de Québec, défendeurs</i> Cour supérieure, Hull, n° 12, 118, ju- gement du 14 août 1972, juge Paul Ste-Marie	691
<i>Disante v. Longato</i> [1973] C.S. 606	687	<i>Kelly Johnson v. Sa Majesté la Reine, Cour suprême du Canada</i> jugement prononcé le 2 octobre 1973	535
<i>Girard v. J. D. Chevrolet</i> [1973] C.S. 263	343		

	Page		Page
<i>Le Procureur général du Canada v. J. V. C. Lavell et Richard Isaac et al. V. Y. Bédard.</i>		<i>Sheridan v. Tynes,</i>	
Cour Suprême du Canada,		(1971) 19 D.L.R. (3d) 277;	
jugement rendu le 27 août 1973 ...	354	<i>MacDonald v. Parrish</i>	
<i>P.g. Canada v. Lavell et Isaac et autres v. Bédard</i>		(1972) 24 D.L.R. (3d) 467;	
Cour suprême du Canada,		<i>Ledingham v. Di Natale,</i>	
jugement rendu le 27 août 1973 ...	541	(1972) 24 D.L.R. (3d) 257	145
<i>Roger Landry Limitée v. Place St-Gabriel inc.,</i>		<i>La société de développement de la Baie James et al. v. Chef Robert Kanatewat et al. et la Commission Hydro-électrique de Québec v. Chef Robert Kanatewat et al.</i>	
[1973] C.S. 12	350	C.A. Montréal, n° 09-000890-73 —	
<i>Roy v. Canadian Imperial Bank of Commerce,</i>		n° 09-000896-73,	
[1971] C.A. 321	557	juges Tremblay, Casey, Turgeon ..	693

Liste des titres

Conséquences juridiques de l'erreur manifeste d'appréciation dans l'engagement d'un constable municipal (Les)		Nouvelle exception en matière d'incapacité du mineur dans les effets du Commerce? (Une)	
Denis Lemieux	691	Nicole L'Heureux	557
Danseuse nue et les articles 163 et 170 du Code criminel (La)		Ordonnance de suspension d'une injonction interlocutoire par la Cour d'appel (L')	
William J. Bies	535	Alain Prujiner	693
Décision dans Lavell ou les bonds de la Cour suprême (La)		Privilège du fournisseur de matériaux: moment de la naissance d'un tel privilège	
Henri Brun	541	Louise P. LeBel	350
Déclaration canadienne des droits: une interprétation nouvelle? (La)		Promesse d'achat immobilière. Distinction entre les arrhes et l'a-compte. Preuve de mandat (La)	
Jean-K. Samson	354	Thérèse R. Houle	687
Les droits respectifs du subrogé et du subrogeant en droit civil et en common law lorsque les biens de l'auteur du délit ne permettent pas une indemnisation totale		Recours des locataires privés d'électricité par suite d'une coupure du courant par l'Hydro-Québec (Du)	
André Poupart	145	Thérèse R. Houle	554
Hypothèque. Cession de priorité. Exercice d'une clause de résolution de la vente par le vendeur		Sanction du dol sur un vice caché (La)	
Louise P. LeBel	562	Pierre-G. Jobin	343